

MIG-29 RUSSES FOURNIS À L'ALGÉRIE

Une simple affaire d'escroquerie ?

L'affaire des MiG-29 non conformes livrés à l'Algérie par la Russie semble connaître son épilogue : la condamnation de l'ancien P-dg de l'usine ayant fourni des pièces détachées usagées, destinées à ces chasseurs bombardiers, à sept ans et demi de prison ferme, a annoncé le porte-parole du tribunal Savelovski de Moscou, cité par l'AFP. Une issue qui suscite, par contre, des interrogations.

Lyas Hallas – Alger (Le Soir) – Le tribunal russe a qualifié les faits d'«escroquerie à grande échelle», a rapporté l'AFP. Le porte-parole du tribunal a annoncé la condamnation à sept ans et demi de prison ferme Moussal Ismailov, P-dg de l'usine Aviaremsnab ayant fourni en 2006 et 2007 des pièces détachées usagées de MiG-29 destinées à l'Algérie.

«L'usine en question avait fourni des pièces détachées de MiG-29 fabriquées entre 1982 et 1996, en les présentant comme neuves sur les documents joints, plutôt falsifiés, selon l'accusation», indique-



Photo : D. R.

t-on. Et que son P-dg aurait «reconnu sa culpabilité dès le début de l'enquête».

C'est la deuxième condamnation d'un manager russe dans le cadre de cette affaire sulfureuse après celle, en mars, du P-dg d'Aviatechnoservis, à Nijni Novgorod (Volga), Vladimir Borissov en l'occurrence,

dont l'usine avait fourni des pièces détachées de mauvaise qualité pour les MiG destinés à Alger, et qui fut condamné à une peine de trois ans et dix mois de prison ferme. Y a-t-il une volonté de la part de l'Etat russe à réduire l'affaire à une simple escroquerie, d'autant que cela pourrait détruire la

confiance dont jouit le constructeur russe chez tous ses clients ? Rien n'est sûr, vu les inquiétudes des autorités algériennes liées à cette même affaire. Selon le quotidien arabophone *El Khabar*, dans son édition d'avant-hier, les services algériens de sécurité ont demandé à leurs homologues russes du contre-espionnage des renseignements sur le réseau israélien démantelé au début du mois en cours. Un réseau, précise le journal, dirigé par un certain Vadim Liederman, attaché militaire et représentant du ministère de la Défense israélien en Russie. Ce dernier a été expulsé la semaine dernière «après avoir été pris en flagrant délit alors qu'il recevait des informations confidentielles d'un ressortissant russe».

Escroquerie ou sabotage, l'enquête contre le fournisseur a été, en tout cas, ouverte, précise l'AFP, en septembre 2009 suite au refus d'Alger d'une commande de 34 chasseurs russes MiG-29, d'un montant de 1,3 milliard de dollars. En 2008, l'Algérie avait renvoyé à la Russie 15 chasseurs MiG-29, fournis en 2006 et 2007, «en raison de leur qualité inférieure aux attentes».

L. H.

ATTENTAT CONTRE LE PALAIS DU GOUVERNEMENT (2007)

Procès reporté

Le procès du présumé coupable des attentats à l'explosif qui avaient ciblé, en 2007, le Palais du gouvernement et le siège de la Sûreté urbaine de Bab Ezzouar, Bouderbala Fateh, a été reporté sine die par le tribunal criminel de la cour d'Alger. La décision a été prise par le président de séance suite à une requête introduite par les avocats de la défense.

A. Bettache - Alger (Le Soir) – Le juge Kharabi Brahim a prononcé ce report suite au pourvoi en cassa-

tion interjeté par le prévenu par-devant la Cour suprême à l'encontre de l'arrêt de la chambre d'accusation, qui a décidé de son renvoi devant les assises d'Alger.

Ainsi, le juge a décidé le renvoi de cette affaire jusqu'à ce que la Cour suprême statue sur ce pourvoi en cassation. En d'autres termes, le procès en question ne sera pas programmé de sitôt, soit lors de la prochaine session criminelle.

Selon l'arrêt de renvoi, cet «émir» avait reconnu avoir suivi par téléphone l'itinéraire des trois kamikazes qui étaient à bord de véhicules piégés jusqu'à leur arrivée sur les lieux ciblés (Palais du gouvernement, siège de la Sûreté urbaine de Bab Ezzouar et ambassade du Danemark) où il leur avait donné l'ordre, selon ses dires, d'actionner leurs ceintures d'explosifs.



Photo : Samir Siâ

Selon la même source, les accusés appartiennent à un groupe terroriste opérant dans la région de Thenia (Boumerdès) et appartenant à l'organisation Al Qaïda au Maghreb islamique. L'attentat contre le Palais du gouvernement avait été perpétré simultanément avec un autre attentat à l'explosif contre le siège de la Sûreté urbaine de Bab Ezzouar, dans la banlieue Est de la capitale. Abou Bassir, qui a rejoint d'abord le GIA en 1995, puis le premier noyau du GSPC en 1998, est considéré comme le doyen de cette organisation criminelle. Dans le refuge où il a été arrêté, un appartement situé dans un quartier huppé

de la capitale, les services de sécurité ont récupéré un lance-roquettes Low, plus de 800 kg d'explosifs et 3 bombes prêtes à l'emploi ainsi qu'une vingtaine de détonateurs qui devaient être utilisés durant le Ramadan dans des attentats ciblant divers lieux publics à Alger.

Les mêmes sources affirment que parmi l'arsenal saisi dans ce refuge, deux cartables de micro-ordinateurs bourrés d'explosifs avec des commandes à distance, destinés certainement à des attentats suicide. Selon des spécialistes de la question sécuritaire, Abou Bassir est un des hommes de confiance de Droukdel, l'«émir» du GSPC,

auquel il rend compte directement de ses actions.

De par son appartenance au clan de Lakhdaria, il reste l'un des plus privilégiés des chefs des phalanges, et sa perte constitue un coup dur pour l'organisation d'autant qu'elle intervient quelques jours seulement après l'élimination du bras droit de Droukdel, Abdelhamid Saâdaoui en l'occurrence, qui dirigeait la commission des relations extérieures en septembre 2006.

Un poste Abou Bassir, avant que ce dernier ne rejoigne la phalange d'Alger, dont l'«Emir» Billel Al Oualbani, de son vrai nom Saïdi Ameur, s'était rendu aux services de sécurité. Cette phalange était sous tutelle de l'émirat de la zone 2 du Centre, alors nouvellement dirigée par Redouane Fassila, dans le cadre du redéploiement opéré dans les rangs du GSPC, après son ralliement à Al Qaïda. Abou Bassir est le cinquième chef important dans la hiérarchie du groupe après Sayoud Samir, dit Mosaâb, Sid Ali Rachid, dit Ali Ediss, Harek Zoheir, dit Sofiane Fassila et Hamzaoui Abdelhamid, dit Abou Thourab, Al Achaâchi.

A. B.

ILS SE SONT RASSEMBLÉS HIER DEVANT LA MAISON DE LA PRESSE

Les retraités revendiquent une revalorisation des pensions

Des retraités de la wilaya d'Alger se sont rendus nombreux, hier, au siège de l'UGTA avant de se rassembler à l'entrée de la Maison de la presse. Décidés à rester mobilisés, ils revendiquent notamment une revalorisation de leur pension de retraite.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) – Les retraités se sont rendus, hier, au siège de la Centrale syndicale pour rencontrer un responsable et exposer leurs revendications. Mais en vain, ont-ils précisé hier, notant qu'il leur a été signifié que le responsable chargé de les recevoir ne se trouvait pas à Alger. Ils ont fini, selon leurs représentants, par remettre le rapport qu'ils ont préparé au secrétariat national de la Fédération des

travailleurs retraités. «La situation des retraités devient intolérable, avec les augmentations notre pension est devenue dérisoire. Nous demandons, de ce fait, à ce que la pension minimum soit fixée à 15 000 DA», expliquent les représentants des retraités. Ils ont aussi annoncé qu'une assemblée générale se tiendra avant le mois de juillet prochain, pour le renouvellement des instances de l'organisation.

N'ayant pas été reçus au siège de l'UGTA, les retraités se sont rabattus sur la Maison de la presse pour exprimer leur colère et faire passer leur message. Ils mettront en avant «la baisse du pouvoir d'achat qui atteint des proportions alarmantes et la nécessité d'une vie décente». Ils proposent que les retraités ayant travaillé pendant 32 ans et plus et touchés de plein fouet par la précarité bénéficient d'une hausse de 80% au moins.

Ils demandent aussi que la hausse concernant les femmes au foyer atteigne les 3 000 DA et que la hausse concernant les personnes parties en retraite entre 1984 et 2005 soit maintenue à 30%. Les

retraités revendiquent également la révision de la pension des veuves et la suppression du contrôle médical pour les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques, ainsi que pour les ordonnances dépassant les 2 000 DA.

Rassemblés hier, les retraités d'Alger comptent renforcer leur mobilisation pour aller vers d'autres actions, notamment après l'assemblée générale qui aura lieu dans les prochaines semaines. Les retraités rassemblés hier sont pour la plupart issus des circonscriptions de Bachdjerrah et Bourouba.

F.-Z.B.

PROGRAMME NATIONAL DE RECHERCHE 2 577 projets retenus

2 577 programmes nationaux de recherche (PNR) ont été retenus sur les 4 023 présentés à la sélection. C'est le chiffre donné, hier, par M. Aourag, directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Selon M. Aourag, qui a présidé la cérémonie de signature des contrats de recherche avec les 15 organismes pilotes chargés de gérer et de parrainer ces programmes, la grande partie des PNR retenus concerne les sciences fondamentales. Les autres projets concernent, entre autres, l'agriculture, la santé, l'économie, les hydrocarbures ou le nucléaire. Le budget accordé pour chaque projet par le Fonds national de recherche est estimé à 1,5 million de dinars sur les deux années. Selon M. Aourag, l'argent doit être déboursé pour résoudre des problèmes sur le terrain et non pour poser des problématiques. «Il n'est pas question de dépenser de l'argent pour parler de problématiques ou parrainer des manifestations scientifiques», a-t-il signifié. Le démarrage de ce programme, souligne le directeur de la recherche, va apporter un plus au développement socio-économique du pays.

S. A.